



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

Sous-direction de la préfiguration
de l'agence ministérielle de gestion
Bureau des achats de prestations intellectuelles

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION – PHASE CANDIDATURES

Marché passé en vertu de l'article R. 2123-1 3° du code de la commande publique

Marché à procédure adaptée

DOSSIER N° 2026_000645_SGA_SDPAMG_BPI

Nom et adresse de l'organisme acheteur

Ministère des Armées ¹ Secrétariat général pour l'administration Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion	60 bd du général Martial Valin CS 21623 75509 PARIS Cedex 15 sga-sdpamg-bpi.ach.fct@intradef.gouv.fr
Adresse plateforme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr	

Objet du marché	Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) juridique et financier relative à l'accompagnement du ministère des Armées et des anciens combattants pour la préparation et la passation d'une procédure transparente visant à l'attribution de droits exclusifs et droits spéciaux dans les domaines air, terre, mer, espace et cyber des armées dans le cadre de la coopération internationale militaire
Code nomenclature CPV	79100000-5 – SERVICES JURIDIQUES
Date et heure limite de réception des candidatures	05 MAI 2026 A 14H00
Montant estimatif en € HT	400 000 €

Le dossier de consultation des entreprises relatif au marché cité en objet comprend :

- le présent règlement de la consultation et ses annexes :
 - annexe 2 au RC candidature_Déclaration sur l'honneur d'absence de participation Russe ;
 - annexe 3 au RC candidature_Questionnaire relatif aux pratiques du candidat en matière de promotion d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de prévention des discriminations ;
- décret n° 2025-1030 du 31 octobre 2025 relatif aux opérateurs de référence du ministère des armées pour la coopération militaire internationale.

¹ Aux fins des présentes, les appellations « ministère des armées » ou « ministère des armées et des anciens combattants » sont réputées équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la présente procédure se déroule en deux temps :

1° Une première phase de sélection des candidatures ;

2° Une seconde phase de sélection des offres remises par les soumissionnaires admis à présenter une offre à l'issue de la première phase.

Les candidats admis à présenter une offre se verront adresser une invitation à soumissionner à l'issue de la première phase, dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

SOMMAIRE

I.	DESCRIPTION DU MARCHÉ.....	4
II.	EXÉCUTION.....	5
III.	REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE	5
IV.	CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE	6
V.	SÉLECTION DES CANDIDATURES	8
VI.	CONDITIONS DE REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE.....	9
VII.	PRÉSENTATION DES OFFRES	9
VIII.	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	9

I. DESCRIPTION DU MARCHÉ

A. Nature, forme du besoin et protection du secret

Nature :

Travaux

Fournitures

Services

Forme :

Marché public

Marché simple

Marché à tranches

Accord-cadre

Mono-attributaire

Multi-attributaire

donnant lieu à des bons de commande

donnant lieu à :

Marchés subséquents simples

Marchés subséquents à tranches

Accords-cadres à bons de commande

Protection du secret :

Marché non-protégé

Marché sensible au sens de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par l'arrêté du 9 août 2021

Marché avec accès à des informations et supports classifiés (ISC)

Marché avec détention d'informations et supports classifiés (ISC)

Marché avec accès à des informations et supports non classifiés mais protégés au niveau [Diffusion Restreinte]

Marché avec détention d'informations et supports non classifiés mais protégés au niveau [Diffusion Restreinte]

Mention Spécial France (dont la divulgation des informations est strictement réservée aux seuls ressortissants français au sens de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par l'arrêté du 9 août 2021)

B. Allotissement

Ce marché n'est pas alloti.

C. Caractéristiques principales du marché

En application du décret n° 2025-1030 du 31 octobre 2025 relatif aux opérateurs de référence du ministère des armées pour la coopération militaire internationale et confronté au besoin de disposer de moyens pour développer la coopération internationale militaire de la France avec des Etats partenaires sans affecter les capacités opérationnelles des forces armées, le ministère des armées a exprimé le besoin de disposer d'opérateurs de référence qui l'aideraient dans cette mission.

L'objectif d'intérêt général visé par l'Etat est l'accompagnement opérationnel des armées, dans le cadre de la stratégie d'influence et de rayonnement du ministère des armées, menée à travers des coopérations avec des Etats partenaires. Ces Etats sont désignés par des instruments internationaux, qui organisent les modalités de la coopération.

Pour atteindre les objectifs d'influence et de sécurité du ministère, il a été décidé d'attribuer des droits exclusifs ou spéciaux à un ou plusieurs opérateurs par domaine, à l'issue d'une procédure transparente mettant en concurrence le secteur.

Trois cadres d'emploi des prestations de formation, entraînement, maintien en condition opérationnelle (MCO) ou soutien sont visés :

- au profit d'un Etat tiers faisant face à une situation de crise ou de conflit armé ;
- s'inscrivant dans le cadre d'un partenariat militaire opérationnel ;
- ou concourant à la réalisation d'une opération d'exportation d'équipements de défense précisément identifiée.

La procédure de sélection dite procédure Transparente s'inscrit dans le cadre de la jurisprudence Sporting Exchange qui pose le principe d'une procédure de publicité et de mise en concurrence, préalable à l'attribution de droits exclusifs, laquelle applique les principes d'égalité de traitement et de transparence, quel que soit le mode de sélection de l'opérateur concerné.

La mobilisation d'une expertise (juridique et financière) externe et spécialisée est requise.

Cette prestation d'assistance doit être de nature à permettre au ministère de disposer de conventions de long terme qui permettront également de nouer une relation équilibrée avec les opérateurs désignés.

Le titulaire du présent marché est en charge de la proposition de la rédaction des documents relatifs à la procédure transparente nécessaires au projet et à la délivrance d'un conseil dans les domaines juridiques et financiers au profit de l'administration. Il assiste l'administration et formalise la gestion des différentes étapes conduisant à l'attribution des droits exclusifs et spéciaux.

D. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

II. EXÉCUTION

Le lieu d'exécution est à Paris (France).

La durée d'exécution du marché sera de dix-huit (18) mois.

III. REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les opérateurs économiques ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature soit par le formulaire Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME), soit par les formulaires DC1/DC2.

A. Le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME)

a. Présentation

Le document unique de marché européen (DUME ou ESPD en anglais) est une déclaration sur l'honneur harmonisée à l'échelle européenne, prévue par les directives de 2014 relatives aux marchés publics et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne permettant de candidater à un marché public.

Certains éléments standards de la candidature sont récupérés via le formulaire eDUME à saisir sur la Plateforme des Achats de l'État (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr, complétés éventuellement par des documents de candidature spécifiques demandés dans le présent règlement.

Le service « DUME » est accessible à tous les opérateurs économiques de l'Union Européenne. Il permet donc de candidater à n'importe quel marché dans toute l'Union Européenne avec le même document.

Les candidats non éligibles (sociétés de nationalité étrangère hors Union Européenne) déposent leur candidature via les formulaires DC1/DC2, et les sous-traitants déposent un DC4 (joint au dossier de consultation).

b. Dossier de candidature au moyen du formulaire eDUME

Les opérateurs économiques sont obligés de recourir à une transmission électronique sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.achats.defense.gouv.fr ou <https://armement.defense.gouv.fr/>.

Les candidats éligibles ont la possibilité de renseigner les aspects administratifs de la candidature sur un seul formulaire.

Les candidats peuvent ajouter des pièces jointes.

Le DUME devra être complété par une personne habilitée à engager la société.

c. Précisions sur les modalités de saisie du formulaire eDUME

Pour remplir le D de la Partie III intitulé « *Autres motifs d'exclusion pouvant être prévus par le droit interne de l'État membre du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice* », le candidat se réfère utilement aux motifs d'exclusion purement nationaux qui sont compris aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

Pour remplir la partie IV intitulée « *Critères de sélection* » (c'est-à-dire aptitude professionnelle et capacités), les candidats sont autorisés à se limiter à indiquer dans le formulaire eDUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises telles que mentionnées ci-dessus (cf. article III A. 2^{ème} paragraphe) sans fournir d'informations particulières sur celles-ci (cocher la case « oui » de la section α de la partie IV : indication globale pour tous les critères de sélection). Dans ce cas, les candidats n'ont pas à remplir les sections A à D de la partie IV : les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis à tout moment de la procédure à la demande de l'acheteur. Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais du formulaire eDUME et ayant rempli les sections A à D de la partie IV, les documents et renseignements sont fournis lors de la candidature.

d. Groupement ou sous-traitance

Si un groupement d'entreprises candidate à la procédure via un formulaire eDUME, il est nécessaire que chaque cotraitant remplisse un formulaire eDUME. Il en va de même pour chaque sous-traitant.

B. Formulaires DC1 / DC2

Les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- le formulaire référencé DC1 dans sa version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, complété dans son intégralité ;
- le formulaire référencé DC2 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> reprenant l'ensemble des informations demandées au candidat au titre de la consultation et permettant d'établir ses capacités ou l'ensemble des documents mentionnés ci-dessous ;

Sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait, au dépôt de la candidature ou à tout moment pendant l'exécution du marché, à l'aide de l'imprimé DC4 (joint au dossier de consultation) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coût d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les sous-traitants doivent également renseigner l'annexe 2 du présent règlement de consultation relatif à la déclaration sur l'honneur attestant de l'absence de participation Russe.

C. Sélection des candidats

Seuls les candidats ayant fourni l'intégralité des renseignements et documents demandés ci-après seront retenus.

IV. CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE

a. Contenu du dossier de candidature

Les documents à fournir au titre de la candidature sont :

- formulaire de candidature (DUME ou DC1/DC2) ;

- habilitation de la personne à engager juridiquement la société ;
- engagement de confidentialité signé (document fourni par l'administration à la demande du candidat pendant la phase de consultation) ;
- l'annexe 2 au présent document : déclaration sur l'honneur attestant de l'absence de participation Russe ;
- l'annexe 3 au présent document : questionnaire relatif aux pratiques du candidat en matière de promotion d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de prévention des discriminations ;

Au titre de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle :

- pour les sociétés françaises, le numéro unique d'identification prévu par l'article L123-34 du code de commerce et délivré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (numéro SIREN) du candidat et des membres du groupement d'opérateurs économiques, le cas échéant ; pour les sociétés étrangères, l'inscription au registre professionnel en lieu et place de l'extrait K-bis ;

Au titre de la capacité économique et financière :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat *et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public*, portant au maximum sur les cinq derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

Un niveau minimum de capacité financière est fixé : le candidat doit disposer d'un chiffre d'affaires global d'un montant minimum de 500 000 €/an sur 3 ans.

Au titre de la capacité technique et professionnelle :

- une liste des principaux services similaires à ceux de la présente consultation et fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

Le candidat peut fournir tout document qu'il juge utile pour analyser ses capacités techniques, professionnelles et financières.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié.

Cas d'un groupement d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membre de plusieurs groupements.




La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprise, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

b. Documents à fournir dans le cadre de la sélection des candidatures

Une note détaillée devant obligatoirement comporter les éléments suivants :

Items
<p> <u>Structure de l'entreprise</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • présentation de la structure du candidat, départements existants et leur mode de fonctionnement ; • présentation d'éventuels projets futurs de réorganisation du candidat ; • déclaration indiquant les effectifs du candidat ; • composition du personnel du candidat au cours des 3 dernières années.
<p> <u>Qualifications, expériences du candidat</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • aptitude du candidat à réaliser des prestations de conseils juridiques au sens des dispositions de la loi n° 71-1130 du 31/12/1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (et notamment son article 54) • capacités professionnelles (qualifications, attestations de bonne exécution de moins de 3 ans), qualification du personnel d'encadrement du candidat (CV), importance du personnel d'encadrement.
<p> <u>Références</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • une liste argumentée et étayée des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé des prestations. De telles références, le cas échéant dans le domaine de la défense, d'un nombre maximal fixé à 6, devront être dûment justifiées par des attestations des candidats figurant dans un document d'une dizaine de pages maximum ; les références devront autant que possible faire état d'expérience dans le domaine de la commande publique.

Cette note ne doit pas excéder 20 pages hors page de garde, sommaire et annexes. Les pages allant au-delà du nombre de pages imposé ne sont pas prises en compte au titre de la sélection des candidatures.

V. SÉLECTION DES CANDIDATURES

Après vérification que les candidats n'entrent dans aucune des exclusions et satisfont aux conditions de participation à la procédure, les candidatures seront sélectionnées au regard des critères ayant pour objectifs de limiter le nombre de candidats définis ci-dessous :

L'analyse des candidatures est notée sur 100 points

Critère	Notation
<p>Capacités techniques et professionnelles des candidats à réaliser les prestations objet du marché :</p> <p><i>Sous-critère a) Structure de l'entreprise (20 points)</i> <i>Sous-critère b) Qualifications, expériences du candidat (30 points)</i> <i>Sous-critère c) Références (50 points)</i></p> <p><i>Le candidat sera évalué sur la base des éléments fournis dans sa note</i></p>	<p>100 points</p>

Les candidatures seront classées dans l'ordre décroissant en fonction de la note globale obtenue pour chaque candidature.

La note globale correspond à la somme des notes obtenues pour chacun des sous-critères.

Si à l'issue du classement final, la note globale attribuée à plusieurs candidatures est égale, l'acheteur se base sur la note affectée au jugement des « références » pour déterminer les candidats retenus.

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures, les soumissionnaires invités à présenter une offre sont limités à cinq.

Ces cinq candidats seront seuls admis à participer à la suite de la consultation et à présenter une offre. Dans les conditions prévues à l'article VII « Présentation des offres » du présent document, ils recevront une invitation à soumissionner précisant notamment les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations à assurer, les conditions de remise des offres et les critères de jugement.

VI. CONDITIONS DE REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les conditions de remise des plis contenant les candidatures figurent à l'annexe 1 du présent document.

La date limite de remise des candidatures est fixée en page de garde.

Les offres qui seraient remises au titre de la phase candidature ne seront pas retenues et seront renvoyées au soumissionnaire.

VII. PRÉSENTATION DES OFFRES

A l'issue de la phase de candidature, l'acheteur adresse aux candidats retenus une invitation à soumissionner.

L'envoi des invitations à soumissionner aux candidats sélectionnés est estimé dans la première quinzaine du mois de juin 2026.

VIII. DISPOSITIONS PARTICULIERES

a. Langue

L'ensemble des documents fournis au titre de la présente procédure doit être rédigé en français ou accompagné d'une traduction en français.

b. Modification de détail du dossier de consultation des entreprises

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une candidature avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant les date et heure limites de réception des candidatures.

c. Questions - Réponses

Pour toutes questions ou renseignements complémentaires, les candidats sont invités à adresser une demande écrite au plus tard **10** jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures indiquée en page de garde du présent document.

L'administration répondra au plus tard **6** jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures.

Les candidats ayant des difficultés à se connecter sur la présente consultation sur la plateforme des achats de l'État sont invités à consulter la foire aux questions (FAQ), puis le cas échéant, créer un ticket sur la PLACE en renseignant un formulaire. L'assistance téléphonique est joignable une fois le formulaire renseigné, de 9h à 19h.

ANNEXE 1

CONDITIONS DE REMISE DES PLIS ET MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

I- CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

La date et l'heure limite de réception des plis sont fixées en première page du présent document.

L'administration impose de recourir à une transmission électronique sur la plateforme des achats de l'État depuis www.marches-publics.gouv.fr et/ou via le portail www.achats.defense.gouv.fr ou <https://armement.defense.gouv.fr> pour la remise des plis.

Les opérateurs économiques doivent transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des plis.

Cette copie sera ouverte dans les conditions fixées à l'annexe n°6 du code de la commande publique.

A. Transmission électronique

L'administration impose le mode de transmission électronique pour l'ensemble de la consultation.

1. Modalités de téléchargement

Les opérateurs économiques téléchargent les documents de la consultation sur la plateforme des achats de l'État www.marches-publics.gouv.fr. Ceci s'effectue soit en s'identifiant, de façon à permettre les éventuelles correspondances ultérieures en cas de modification du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), soit en téléchargement anonyme.

La transmission des documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée sur support papier.

2. Transmission des dossiers

Les opérateurs économiques peuvent dès le stade de la candidature :

- d'une part, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les contrats de la commande publique ;
- d'autre part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la plateforme des achats de l'État www.marches-publics.gouv.fr).

Conformément à l'article R.2132-7 du code de la commande publique et à la réglementation en vigueur, le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la plateforme des achats de l'État accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.achats.defense.gouv.fr ou <https://armement.defense.gouv.fr>.

Le mode de réponse possible est une réponse expresse permettant à l'utilisateur de déposer son pli sous la forme de fichier ZIP.

1. Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la plateforme des achats de l'État (PLACE) 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

2. Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique (candidature), il reçoit en retour quasi immédiat un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

3. Les documents transmis doivent être compressés. Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (candidatures) doivent être choisis dans un format largement disponible : Word, Excel, PowerPoint, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC. L'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

B. Copie de sauvegarde

Le dossier de candidature sera remis sous enveloppe cachetée, selon les dispositions définies ci-après-en 1 exemplaire sur support informatique.

L'enveloppe sera adressée sous simple enveloppe revêtue impérativement des mentions suivantes :

- Numéro de dossier : N°2026_000645_SGA_SDPAMG_BPI
- **Objet : Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) juridique et financier relative à l'accompagnement du ministère des Armées et des anciens combattants pour la préparation et la passation d'une procédure transparente visant à l'attribution de droits exclusifs et droits spéciaux dans les domaines air, terre, mer, espace et cyber des armées dans le cadre de la coopération internationale militaire**
- Le nom et l'adresse du candidat
- Et porter la mention « Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis » et « Copie de sauvegarde ».

L'enveloppe devra avoir été réceptionnée avant la date et heure limite fixées en première page du présent document. Elle est transmise par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et heure de leur réception et de garantir la confidentialité,

- en **recommandé avec accusé de réception postal** à l'adresse suivante :

Ministère des Armées
Secrétariat Général pour l'Administration
Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion PC04
Bureau des achats de prestations intellectuelles
60 Boulevard du Général Martial Valin
CS 21623
75509 Paris Cedex 15

- ou **remise contre récépissé** (*pour les transporteurs y compris Chronopost*) à la sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion SGA/SDPAMG/ Bureau des achats de prestations intellectuelles du lundi au vendredi de 8 h à 17 h hors jours fériés au :

36 rue de la Porte d'Issy – 75015 Paris

Entrée dans la cour « LOGISTIQUE »

Se rendre au BUREAU COURRIER

Sonner pour appeler l'opérateur pour la remise des plis

Téléphone de l'opérateur : 09 88 67 83 52.

- par **voie électronique** au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électroniques prévues par les dispositions de l'annexe 8 du code la commande publique (notamment sous forme de message PLACE dont l'intitulé est le numéro ou le nom du marché).

Le contenu du pli unique comportera les éléments relatifs à la candidature.

ANNEXE 2

Déclaration sur l'honneur – Absence de participation russe

Règlement UE n°2022/576 du 8 avril 2022

Intitulé du marché : Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) juridique et financier relative à l'accompagnement du ministère des Armées et des anciens combattants pour la préparation et la passation d'une procédure transparente visant à l'attribution de droits exclusifs et droits spéciaux dans les domaines air, terre, mer, espace et cyber des armées dans le cadre de la coopération internationale militaire.

Je soussigné,.....représentant la société
.....siégeant à.....déclare sur l'honneur
qu'il n'existe aucune participation russe, dans le cadre du marché ci-dessus référencé auquel je soumissionne,
dépassant les limites indiquées ci-dessous et fixées à l'article 5 duodécies du règlement (UE) n° 833/2014 du Conseil
du 31 juillet 2014 concernant des mesures restrictives en raison des actions de la Russie déstabilisant la situation en
Ukraine, modifié par le règlement (UE) n° 2022/578 du Conseil du 8 avril 2022.

Je déclare que :

- (a) la société que je représente ni aucun cotraitant ou sous-traitant que je proposerai pour l'exécution du marché n'est ressortissant russe, personne physique ou morale russe, entité ou un organisme établi en Russie ;
- (b) la société que je représente ni aucun cotraitant ou sous-traitant que je proposerai pour l'exécution du marché n'est une personne morale, une entité ou un organisme dont les droits de propriété sont détenus directement ou indirectement à plus de 50 % par une entité visée au point a) ci-dessus,
- (c) la société que je représente ni aucun cotraitant ou sous-traitant que je proposerai pour l'exécution du marché ne sont une entité ou un organisme agissant au nom ou sous la direction d'une entité visée au point (a) ou (b) ci-dessus,
- (d) aucune participation de plus de 10 % de la valeur du contrat de sous-traitants, de fournisseurs ou d'entités auxquels que je prévois de recourir pour l'exécution du marché ne s'appuie sur une entité visée aux points (a) ou (b).

A....., Le.....

(Signature précédé du nom et du prénom)

ANNEXE 3

Questionnaire relatif aux pratiques du candidat en matière de promotion d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de prévention des discriminations

Informations relatives au candidat :

- Coordonnées de la société : **à compléter**
- Nom et coordonnées du référent en la matière du candidat : **à compléter**
- Date de remise du présent questionnaire : **à compléter**

Introduction : cadre juridique

La sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion bénéficie du label Alliance (Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes et Label Diversité).

A ce titre, elle conduit une politique visant d'une part, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et, d'autre part, à prévenir les discriminations et favoriser la diversité non seulement dans la gestion de ses ressources humaines mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs.

Pour inciter les opérateurs économiques à entamer ou développer une démarche en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, le présent document est annexé au règlement de consultation. Le questionnaire complété doit être remis au moment de la remise de la candidature.

Les **interdictions de soumissionner** relatives au non-respect des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et de prévention des discriminations sont prévues par le code de la commande publique en son article L2141-4 qui dispose que :

« Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes qui :

1° Ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ;

2° Au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue au 2° de l'article L. 2242-1 du code du travail.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent article s'applique pour une durée de trois ans à compter la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction.

Cette exclusion n'est pas applicable en cas d'obtention d'un sursis en application des articles 132-31 ou 132-32 du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des articles 132-58 à 132-62 du code pénal ou d'un relèvement de peine en application de l'article 132-21 du code pénal ou des articles 702-1 ou 703 du code de procédure pénale. »

L'article L225-1 du code pénal dispose :

« Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques sur le fondement de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de leur situation économique, apparente ou connue de son auteur, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur perte d'autonomie, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur qualité de lanceur d'alerte, de facilitateur ou de personne en lien avec un lanceur d'alerte au sens, respectivement, du I de l'article 6 et des 1° et 2° de l'article 6-1 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, de leur capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée.

Constitue également une discrimination toute distinction opérée entre les personnes morales sur le fondement de l'origine, du sexe, de la situation de famille, de la grossesse, de l'apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de la situation économique, apparente ou connue de son auteur, du patronyme, du lieu de résidence, de l'état de santé, de la perte d'autonomie, du handicap, des caractéristiques génétiques, des mœurs, de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, de l'âge, des opinions politiques, des activités syndicales, de la qualité de lanceur d'alerte, de facilitateur ou de personne en lien avec un lanceur d'alerte, au sens, respectivement, du I de l'article 6 et des 1° et 2° de l'article 6-1 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 précitée, de la capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée des membres ou de certains membres de ces personnes morales. »

L'article L1146-1 du code du travail dispose :

« Le fait de méconnaître les dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, prévues par les articles L. 1142-1 et L. 1142-2, est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3 750 Euros.

La juridiction peut également ordonner, à titre de peine complémentaire, l'affichage du jugement aux frais de la personne condamnée dans les conditions prévues à l'article 131-35 du code pénal et son insertion, intégrale ou par extraits, dans les journaux qu'elle désigne. Ces frais ne peuvent excéder le montant maximum de l'amende encourue. »

L'article L.2242-5 du code du travail dispose :

« Si, au terme de la négociation, aucun accord n'a été conclu, il est établi un procès-verbal de désaccord dans lequel sont consignées, en leur dernier état, les propositions respectives des parties et les mesures que l'employeur entend appliquer unilatéralement.

Ce procès-verbal donne lieu à dépôt, à l'initiative de la partie la plus diligente, dans des conditions prévues par voie réglementaire. »

I- Prévention des discriminations

1) Votre structure est-elle engagée dans une démarche de prévention contre les discriminations et de promotion de la diversité ?

Dans l'affirmative, comment cet engagement s'est-il matérialisé ? Label, charte, accord d'entreprise ?

à compléter

2) Quels sont les types de publics concernés par ces actions de prévention des discriminations ?

à compléter

3) Quels leviers privilégiez-vous dans la conduite de ces actions de prévention des discriminations et de promotion de l'égalité professionnelle ?

à compléter

4) Pour quelles raisons menez-vous ces actions de prévention des discriminations et de promotion de l'égalité professionnelle ?

à compléter

II- Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelles

5) Préciser, pour le candidat, les proportions de femmes et d'hommes :

femmes / hommes

6) Préciser, pour le personnel encadrant du candidat, la proportion de femmes et d'hommes :

femmes / hommes

7) Préciser, pour le personnel du candidat, la proportion d'intervenants qui bénéficieront d'une formation de sensibilisation sur les stéréotypes, les préjugés et les comportements sexistes au travail : (%)

à compléter

8) Préciser les écarts moyens de rémunérations à responsabilités égales existant entre les femmes et les hommes du candidat :

à compléter

9) Préciser, pour le personnel affecté à la réalisation du marché, les proportions de femmes et d'hommes :
femmes / hommes

10) Préciser, pour le personnel encadrant affecté à la réalisation du marché, la proportion de femmes et d'hommes :
femmes / hommes

11) Préciser, pour le personnel affecté à la réalisation du marché, la proportion d'intervenants qui bénéficieront d'une formation de sensibilisation sur les stéréotypes, les préjugés et les comportements sexistes au travail : (%)

à compléter

12) Préciser les écarts moyens de rémunérations à responsabilités égales existant entre les femmes et les hommes affectés à la réalisation des prestations du marché

à compléter

III- Précisions complémentaires (paragraphe facultatif pour le candidat)

à compléter en cas de besoin